

[Text]

of the opposition and the New Democrats. Our position paper will be forthcoming to you.

Mr. Allmand: I was on the committee for Indian self-government. You are quite right. It is very clear the provisions of this bill are not what we recommended in the Indian self-government report. On the other hand, we recognized also in that report we must respect the wishes of the individual Indian nations. It is extremely difficult, according to my principles, for me as a non-Indian to say to a group of Indian people who are a sovereign nation that what they are asking for is wrong, even though it does not correspond to what we recommended in the report. I would feel a bit like a colonialist again, telling the Sechelt or anybody else, as a legislator, I know better than they know.

They are a nation. That is why we need Indian self-government. It is an offensive thing for me and a lot of non-Indians to carry on in the colonialist way we have been carrying on for years, legislating for you people. I think it is terrible we should be legislating for you people. When a group of you, as a nation, come and say that this is what we want—even if it is not what a lot of other people want . . . It is a real dilemma for me to say that I am voting against you, because I am a white non-Indian legislator saying no to you and this is what you want.

• 1625

You are right. This is not what we recommended in our report, but this is still what they have decided they want.

Mr. Terry: With respect to Sechelt, I guess what we are doing is saying that this is not a very acceptable kind of legislation to get into because there are so many unanswered questions. With respect to the future responsibility, for example, what are the legal implications involved? It is a question of what are the future rights of the people outside that band.

This is where we are coming from. We are casting a warning and hopefully casting a lifeline out there that says for you to remember this lifeline that we have and respect our sacred connection to our lands and resources.

Mr. Allmand: I think you are right there. I have been looking at some legal opinions here. It is questionable whether once you have simple title and those lands can any longer be . . . There are a lot of unknowns, you are quite correct. It is a real dilemma for us colonial legislature here to . . .

I think you are perfectly sound in coming here and expressing what you believe as Union of B.C. Indian Chiefs and to blow the whistle on what you believe to be the pitfalls and

[Translation]

d'attirer l'attention de l'Opposition officielle et du NPD à ce sujet. Nous allons vous envoyer ce document.

M. Allmand: Je faisais partie du Comité sur l'autonomie politique des Indiens et vous avez parfaitement raison. Il est tout à fait évident que les dispositions du projet de loi ne ressemblent pas à ce que nous avons recommandé dans notre rapport. En revanche, nous admettons également dans le rapport qu'il faut respecter les vœux des nations indiennes proprement dites. Si je suis fidèle à mes principes, il m'est extrêmement difficile, moi qui ne suis pas indien, de dire à un groupe d'Indiens qui constituent une nation souveraine qu'ils ont tort de demander ce qu'ils demandent même si cela ne correspond pas à ce que nous avons recommandé dans le rapport. Je me sentirais un peu une âme de colonialiste si je devais dire aux Sechelts ou à n'importe qui d'ailleurs que puisque je suis législateur, je sais beaucoup mieux qu'eux de quoi je parle.

Il s'agit d'une nation et c'est pour cela qu'il nous faut une autonomie politique pour les Indiens. Je trouve parfaitement insultant, et je ne suis pas le seul non-Indien à le penser, que nous conservions cette approche colonialiste qui est la nôtre depuis des années, que nous continuions à légiférer pour vous. Je pense qu'il est absolument aberrant que nous légiférions pour vous. Lorsqu'un groupe comme le vôtre, une nation comme la vôtre, vient nous dire que c'est cela qu'elle veut—même si cela ne correspond pas à ce que beaucoup d'autres gens souhaitent . . . C'est un véritable dilemme qui se pose à moi lorsque je dois vous dire que je vais voter contre vous parce que je suis un législateur blanc, non indien, que je vous dis non alors que c'est cela que vous voulez.

Vous avez raison. Ce n'est pas ce que nous avons recommandé dans notre rapport, mais c'est néanmoins ce qu'ils ont décidé.

M. Terry: Pour ce qui est des Sechelt, nous disons en fait que ce n'est pas une mesure législative très acceptable étant donné qu'il y a tant de questions qui restent sans réponses. Ainsi, pour ce qui est des responsabilités futures, quelles sont les répercussions juridiques possibles? Il s'agit de savoir ce que seront les droits futurs des gens qui ne font pas partie de la bande.

C'est précisément à ce moment-là que nous intervenons. Nous tirons la sonnette d'alarme, nous voulons lancer une bouée de sauvetage en quelque sorte pour que vous vous en rappeliez et pour que vous respectiez nos liens sacrés avec nos terres et nos ressources.

M. Allmand: Je pense que vous avez raison à ce sujet. J'ai demandé quelques avis juridiques à cet égard. Dès lors que vous avez le titre de propriété et que ces terres ne peuvent plus être . . . Il y a beaucoup de points d'interrogation, vous avez tout à fait raison. Pour nous autres les législateurs coloniaux, c'est un véritable dilemme . . .

Vous avez je crois parfaitement raison de venir exprimer votre opinion, celle de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, de venir tirer la sonnette d'alarme pour nous